

Comprendre Les Enjeux Du Conflit Russo-Ukrainien

Understanding the Issues of the Russo-Ukrainian Conflict

AGANZE ASSUMANI Guerschom

Université Officielle de Bukavu, Congo

AGANZE ASSUMANI Guerschom

Official University of Bukavu, Congo

DOI:10.37648/ijrssh.v15i02.005

¹ Received: 31/03/2025; Accepted: 04/06/2025 Published: 09/06/2025

Résumé

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine ne saurait être réduit à une simple opposition entre deux Etats ; il s'agit d'un affrontement multiforme aux racines profondes, mêlant enjeux historiques, politiques, économiques et géostratégiques. Cet article vise à expliquer les dimensions complexes de cette guerre, en identifiant ses causes originelles, les différents acteurs impliqués qu'ils soient étatiques, non étatiques ou internationaux ainsi que les conséquences majeures sur l'équilibre mondial. À travers cette analyse, il s'agit également de mettre en lumière les logiques de puissance, les rivalités d'influence et les dynamiques de sanctions qui redessinent les rapports de force contemporains.

Mots clés : *Enjeux ; conflit russo-ukrainien ; l'Otan ; Russie ; Ukraine*

Abstract

The conflict between Russia and Ukraine cannot be reduced to a simple opposition between two states; it is a multifaceted confrontation with deep roots, combining historical, political, economic, and geostrategic issues. This article aims to explain the complex dimensions of this war, identifying its root causes, the various actors involved, whether state, non-state, or international, as well as the major consequences for the global balance. Through this analysis, it also aims to shed light on the power dynamics, rivalries for influence, and sanctions dynamics that are redrawing contemporary power relations.

Keywords : *Issues ; Russo-Ukrainian conflict ; NATO ; Russia ; Ukraine*

¹ How to cite the article: Guerschom A.A.; (June, 2025); Understanding the Issues of the Russo-Ukrainian Conflict; *International Journal of Research in Social Sciences and Humanities*; Vol 15, Issue 2; 63-85, DOI: <http://doi.org/10.37648/ijrssh.v15i02.006>

1. Introduction

Le conflit russo-ukrainien, bien qu'ancré dans une réalité géographique précise, dépasse largement les frontières de l'Europe de l'Est. Il met en lumière une série de causes imbriquées, à la fois historiques, identitaires, géopolitiques et économiques. Les tensions accumulées depuis l'effondrement de l'URSS, la question de l'élargissement de l'OTAN, ainsi que la quête d'autonomie politique de l'Ukraine, constituent le socle d'un affrontement qui oppose deux visions radicalement différentes de l'ordre international.

L'analyse des acteurs impliqués dans ce conflit révèle un jeu complexe de rivalités et d'alliances. Outre la Russie et l'Ukraine, directement engagées, l'implication d'acteurs indirects comme les Etats-Unis, l'Union européenne, la Chine ou encore les organisations internationales, démontre que cette guerre est aussi une guerre de positionnement stratégique à l'échelle mondiale. Chaque acteur y projette ses intérêts, ses valeurs et ses ambitions géopolitiques.

Les enjeux du conflit ne sont pas uniquement militaires. Ils touchent des domaines essentiels tels que l'approvisionnement énergétique mondial, les routes commerciales, la sécurité alimentaire et les équilibres diplomatiques. L'imposition de sanctions économiques massives contre la Russie a non seulement affecté son économie, mais aussi perturbé les marchés mondiaux, notamment en ce qui concerne les hydrocarbures, les engrais et les céréales.

Par ailleurs, ce conflit révèle des lignes de fracture dans les mécanismes de gouvernance internationale. L'impuissance de certaines institutions, les tensions au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, et la polarisation des positions sur la scène diplomatique montrent les limites du multilatéralisme actuel. Le conflit russo-ukrainien agit ainsi comme un révélateur des dysfonctionnements structurels du système international.

Ainsi, cette guerre n'est pas un simple affrontement régional, mais un événement aux multiples répercussions, capable de remodeler durablement les équilibres géopolitiques, économiques et idéologiques mondiaux.

2. Origines et causes du conflit

Le conflit russo-ukrainien trouve ses racines dans une combinaison complexe de facteurs historiques, politiques et géostratégiques. De la mémoire post-soviétique aux tensions identitaires, en passant par les enjeux de sécurité régionale et les divergences de trajectoires politiques, les causes sont multiples. Cette section se propose d'analyser successivement les causes historiques, les facteurs politiques internes et externes, ainsi que les dynamiques internationales ayant nourri cette confrontation.

2.1 Héritages historiques et mémoires conflictuelles

Le conflit russo-ukrainien plonge ses racines dans une histoire longue et complexe, marquée par une profonde interdépendance culturelle, religieuse et politique entre les deux nations. La fondation de la Rus' de Kiev au IXe siècle, considérée à la fois par les Russes et les Ukrainiens comme l'ancêtre de leur nation, constitue le socle d'un imaginaire commun disputé. Cependant, si cette période illustre une origine commune, les chemins historiques empruntés ultérieurement par les deux peuples se sont largement différenciés². À partir du XVIIe siècle, une grande partie du territoire ukrainien passe sous domination de l'Empire russe, ce qui marque le début d'une longue période d'assimilation politique et culturelle. L'ukrainien est souvent réprimé au profit de la langue russe, et l'Église orthodoxe ukrainienne est subordonnée au patriarcat de Moscou. Ce processus d'« impérialisation » a contribué à forger un sentiment d'oppression nationale chez de nombreux Ukrainiens, sentiment qui ressurgira avec force à la fin du XXe.

L'époque soviétique (1922-1991) a renforcé cette dynamique de centralisation autour de Moscou. L'Ukraine, bien que république fédérée de l'URSS, subit plusieurs épisodes tragiques comme la collectivisation forcée et l'Holodomor (1932-1933), famine provoquée par les politiques staliniennes, qui fit plusieurs millions de morts. Cet événement reste un traumatisme profond dans la mémoire collective ukrainienne, interprété par Kiev comme un génocide, tandis que Moscou continue de le relativiser³. Avec l'indépendance de l'Ukraine en 1991, un nouveau chapitre s'ouvre, mais sans effacer les tensions héritées du passé. Si les premières années de souveraineté sont marquées par des relations

² Plokyh Serhii, *The Gates of Europe: A History of Ukraine*, traduit par David MacFadyen, New York, Basic Books, 2015, pp. 17-34.

³ Applebaum Anne, *Red Famine: Stalin's War on Ukraine*, traduit par Claude Seban, New York, Doubleday, 2017, pp. 109-152.

relativement stables avec Moscou, des clivages émergent rapidement, notamment autour de la langue, de la religion et des orientations géopolitiques. Une partie de la population, surtout à l'est, reste tournée vers la Russie, tandis que l'ouest du pays aspire à un rapprochement avec l'Europe⁴.

La Révolution orange de 2004, suivie de l'Euromaidan en 2013-2014, marque un tournant majeur. Ces mouvements populaires, opposés à l'influence russe et favorables à un rapprochement avec l'Union européenne, sont perçus par Moscou comme des menaces directes à sa sphère d'influence. L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, puis le déclenchement du conflit armé dans le Donbass, s'inscrivent dans cette dynamique de rupture et de confrontation historique⁵. Sur le plan identitaire, la Russie contemporaine, notamment sous Vladimir Poutine, nie souvent la spécificité nationale ukrainienne. Dans plusieurs discours, le président russe a déclaré que Russes et Ukrainiens formaient « un seul peuple », niant ainsi la légitimité historique de l'État ukrainien. Cette rhétorique contribue à justifier l'ingérence de Moscou dans les affaires ukrainiennes⁶.

En réaction, l'Ukraine a renforcé son affirmation identitaire depuis 2014. Des lois de décommunisation ont été adoptées, des statues soviétiques déboulonnées, et la langue ukrainienne promue comme langue officielle exclusive dans les espaces publics. Ce processus de redéfinition nationale renforce la fracture symbolique entre les deux pays et constitue une réponse directe aux velléités néo-impériales russes⁷. Ainsi, le conflit actuel ne peut être réduit à une simple lutte géopolitique ou territoriale. Il s'agit aussi d'un affrontement entre deux projets de société, deux récits historiques, et deux identités nationales qui se disputent la légitimité d'un passé commun. La guerre devient alors le théâtre d'un conflit mémoriel, où la réécriture de l'histoire est instrumentalisée à des fins politiques.

Les origines historiques et identitaires du conflit russo-ukrainien témoignent de la profondeur des tensions entre les deux États. Ces tensions, enracinées dans une mémoire longue, alimentent aujourd'hui les logiques de guerre, tout en empêchant toute issue diplomatique durable, tant que les représentations antagonistes du passé continueront de dominer les discours nationaux.

2.2 L'élargissement de l'OTAN et la perception d'encerclement de la Russie

L'élargissement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est l'un des éléments clés du conflit russo-ukrainien. Depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN a progressivement intégré plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, anciens membres du Pacte de Varsovie et républiques soviétiques, suscitant une réaction négative de la part de la Russie. L'un des motifs essentiels de cette opposition est la perception d'encerclement stratégique qu'a la Russie face à l'expansion de l'OTAN, qui renforce les frontières militaires de l'Alliance à ses portes. Cette situation a été largement perçue par le Kremlin comme une menace existentielle pour sa sécurité nationale et son influence géopolitique. Dans cette optique, l'adhésion potentielle de l'Ukraine à l'OTAN a alimenté ces tensions, étant perçue comme une ligne rouge qui ne pouvait être franchie sans conséquences⁸.

L'un des aspects centraux de cette perception d'encerclement est l'argument selon lequel, après la fin de la guerre froide, les promesses faites par les dirigeants occidentaux, notamment par James Baker, secrétaire d'État américain, auraient garantis à la Russie que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est. Bien que cette promesse ne soit pas formellement inscrite dans un traité, elle a été interprétée par la Russie comme une assurance qui aurait dû maintenir un équilibre de sécurité en Europe sans l'expansion de l'OTAN. Le Kremlin a estimé que l'extension de l'OTAN vers les anciennes républiques soviétiques, en particulier l'Ukraine et la Géorgie, violait cet engagement implicite. En conséquence, la Russie a perçu l'élargissement de l'OTAN comme une politique de confinement, visant à limiter son influence dans sa zone d'influence traditionnelle⁹.

L'élargissement de l'OTAN a également été vu par la Russie comme un mécanisme visant à maintenir la domination des États-Unis sur la politique européenne. L'Alliance est perçue par Moscou comme une organisation principalement

⁴ Kappeler Andreas, *Une histoire de l'Ukraine*, Paris, Fayard, 2022, pp. 305-320.

⁵ Deschaux-Dutard Delphine, *Ukraine : une guerre pour l'Europe*, Paris, Passés Composés, 2023, pp. 56-78.

⁶ Plochy Serhii, *Op.cit.*, pp. 17-34.

⁷ Kuzio Taras, *Russian Nationalism and the Russian-Ukrainian War*, traduit par Jean-Yves Blain, Stuttgart, ibidem Press, 2022, pp. 178-189.

⁸ Mearsheimer John, *Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault: The Liberal Delusions That Provoked Putin*, traduit par Caroline Desbiolles, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, pp. 152-165.

⁹ Kissinger Henry, *World Order*, traduit par Olivier Bournac, Paris, Odile Jacob, 2014, pp. 120-132.

dominée par les intérêts stratégiques américains, dans laquelle la Russie n'a jamais été une partie intégrante des discussions sécuritaires. L'intégration de pays proches de la Russie, tels que la Pologne, la Roumanie et les pays baltes, a renforcé cette perception de marginalisation. L'Ukraine, en raison de sa situation géographique stratégique et de son histoire de proximité avec la Russie, a toujours été perçue comme un État clé dans cette dynamique. Pour la Russie, voir l'Ukraine se rapprocher de l'OTAN est donc perçu comme une remise en question de son statut de puissance régionale et un affaiblissement de sa position sur la scène mondiale.

Une autre dimension importante de la perception d'encerclement est liée à la sécurité énergétique de la Russie. L'Ukraine joue un rôle majeur en tant que pays de transit pour le gaz naturel russe à destination de l'Europe. L'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN pourrait, pour la Russie, conduire à la mise en place de systèmes de défense et de surveillance militaires aux portes de son principal corridor énergétique, exacerbant ainsi les inquiétudes concernant ses approvisionnements en gaz. De plus, la présence militaire de l'OTAN en Ukraine pourrait perturber les relations de la Russie avec ses principaux partenaires européens et accroître les tensions dans la mer Noire, où elle dispose d'une base navale importante à Sébastopol, en Crimée. Dès lors, l'élargissement de l'OTAN n'est pas uniquement perçu comme une menace militaire directe, mais aussi comme un obstacle à la capacité de la Russie à maintenir son influence économique dans la région¹⁰.

L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN aurait également des conséquences directes sur la posture militaire de la Russie, en augmentant la présence de forces de l'Alliance à ses frontières. Pour la Russie, l'OTAN représente une menace stratégique non seulement en raison de ses capacités militaires, mais aussi de sa doctrine de défense collective, qui pourrait conduire à un engagement militaire direct en cas de conflit entre la Russie et un membre de l'Alliance. Cette situation rappelle la crise des missiles de Cuba en 1962, lorsque l'Union soviétique avait perçu l'installation de missiles américains à Cuba comme une menace inacceptable à ses frontières. La comparaison de ces deux situations souligne la manière dont la Russie voit l'OTAN comme une force géopolitique menaçant directement sa souveraineté et son espace stratégique¹¹.

La position russe face à l'élargissement de l'OTAN est également renforcée par une conception de la géopolitique fondée sur le concept de sphère d'influence. Pour la Russie, l'Ukraine, en raison de son histoire et de ses liens culturels avec la Russie, fait partie d'un espace géopolitique qui doit rester sous son contrôle ou au moins dans sa sphère d'influence. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN serait, dans cette logique, un acte de rupture avec cette sphère et un changement dans l'équilibre des pouvoirs en Europe. Le Kremlin considère cette évolution comme une tentative occidentale de déstabiliser la région et de priver la Russie de son rôle central dans les affaires européennes. D'un point de vue stratégique, l'Ukraine constitue également un "tampon" géographique et militaire entre la Russie et l'OTAN. Sa perte pour la Russie pourrait avoir des conséquences profondes sur sa position en Europe de l'Est et sur sa capacité à projeter de la puissance¹².

Les dirigeants russes ont donc utilisé l'argument de l'élargissement de l'OTAN comme un prétexte pour justifier une série de mesures militaires et diplomatiques, y compris l'annexion de la Crimée en 2014 et le soutien aux séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine. Ces actions ont été interprétées par Moscou comme des réponses nécessaires à l'encerclement croissant de la Russie par l'OTAN, ainsi qu'à la menace croissante que représentait un rapprochement de l'Ukraine avec l'Alliance. En conséquence, l'Ukraine est devenue un terrain de confrontation directe entre la Russie et l'Occident, un point focal des tensions géopolitiques du XXI^e siècle¹³.

Enfin, la Russie continue de s'opposer fermement à l'expansion de l'OTAN, cherchant à influencer les pays candidats à l'adhésion, notamment la Géorgie et l'Ukraine. Par des moyens diplomatiques et militaires, la Russie tente de dissuader ces pays de rejoindre l'Alliance en offrant des contreparties économiques ou en exerçant des pressions militaires. Toutefois, les États occidentaux restent déterminés à soutenir les aspirations de ces pays à rejoindre l'OTAN, ce qui ne fait qu'aggraver les tensions et prolonge le conflit en Ukraine, les deux camps continuant de se disputer l'influence sur ce pays clé.

¹⁰ Mearsheimer John, *Op.cit.*, pp. 136-148.

¹¹ Götz Elias, *La guerre de la mémoire. Russie et Ukraine : entre guerre et histoire*, Paris, Seuil, 2018, p. 101-112.

¹² Kissinger Henry, *Op.cit.*, pp. 115-138.

¹³ Applebaum Anne, *Red Famine: Stalin's War on Ukraine*, traduit par Claude Seban, New York, Doubleday, 2017, pp. 120-135.

Pour **Alain Bauer d'où vient la guerre en Ukraine**¹⁴, ...la guerre russo-ukrainienne vient de loin parce que, depuis toujours comme le disait Brezinski le grand stratège américaine, à la fois géopolitologue et architecte du chaos américain, la Russie et l'Ukraine ensemble est un grand empire, séparées c'est ne sont que deux pays,

Pour le contrôle de ses ressources d'espace vital l'équilibre de l'Europe l'Ukraine doit rester neutre. L'Ukraine a été tour à tour, dépendante, indépendante, occupée, libérée, relativement réoccupée, neutralisée, et elle aspire aujourd'hui à une nouvelle indépendance qui constitue est un enjeu naturelle, entre l'Est et Ouest.

Cet espace européen qui pouvait être celui de l'Afghanistan dans l'espace centre asiatique, c'est-à-dire, l'endroit où deux empires ne peuvent pas avoir une frontière commune car ça serait la guerre ; le fait que l'espace intermédiaire soit ballotté est un élément qui construit le conflit.

Le conflit est né de la démocratisation de l'Ukraine et du passé stratégique qui était son désarmement. Le désarmement en 1994, le mémorandum de Bucarest a désarmé l'Ukraine qui était la troisième puissance nucléaire au monde. Elle possédait de centaines des milliers d'armes nucléaires soviétiques qu'elle a rendue l'échange de sa souveraineté totale absolue garantie par la Russie pour sa Sécurité. Les USA et la grande Bretagne n'ont rien fait en 2014 quand la question de la souveraineté Ukrainienne a été remise en bas par l'intervention de la Russie en Crimée et le pseudo intervention russe dans le Donbass.

Cette guerre vient de loin, elle n'a pas commencé il y a un an, mais il y a neuf ans ; et elle est partie pour durer.

Elle est la résultante du changement des postures des russes vis-à-vis de l'Occident.

Gorbatchev, même Poutine, Moscou était un homme de l'occident, de l'apaisement, de dialogue, changer dans le temps jusqu'à la crise de Yougoslave, l'intermédiaire entre la chute de mur de Berlin et la crise de Yougoslave c'est une période de coopération de dialogues des désarmements, l'idée d'une grande neutralisation de l'Europe comme le proposait François Mitterrand ou le ministre allemand Cabinets Kohl, on a laissé attendre qu'on aller vitre heureux dans une Europe plein d'amis sans ennemis, plus alliés plus n'ont plus d'adversaire, juste des consolateurs, tout le monde allait vivre heureux pendant très longtemps, comment de fait,

Et puis au moment où le conflit Yougoslave a lieu, il se trouve que le premier ministre russe de l'époque, Evguéni Primakov qui est née à l'Ukraine, qui est très sensible aux questions russo-américaines, dit bon, qu'est-ce qu'on va faire, il prend son avion pour aller à New York afin de faire une proposition de paix. Pendant son voyage, L'OTAN décide d'intervenir et commence des bombardements de la Serbie. Pendant 90 jours Primakov est de retour et dit, tout est finit, tout est finit, car pendant longtemps on disait que les russes sont les méchants et que nous (occidents) étions des gentils. Et la remarque qui est fait à Moscou pendant ce jour-là, est de découvrir que nous étions les mêmes. Et donc, s'ils sont capables de faire ce qu'ils ont commencé à faire en Serbie, sur un pays ami, allié, orthodoxe et frère, ce qu'ils sont capables de tous, donc un jour ils nous attaqueront et il faut commencer à nous préparer. Evguéni Primakov définit une doctrine, qui sont les endroits où on ne doit pas bouger et toute avancée de l'ouest est un signe de la guerre à venir. Kaliningrad, l'enclave russe en Europe, l'Ukraine et la Géorgie. Et au fil du temps, ces trois zones rouges n'ont jamais bougé. Depuis 1999 les russes continuent à nous dire la même chose. On peut discuter de tout sauf de ça. Ils ont dans leurs pensées. Pour eux c'est l'Alsace et le Lorraine, c'est une question de foi, de territoire, de continuité, d'unité. Ils trouvent qu'une partie de l'Ukraine est composée de polonais, Lituaniens, des catholiques, orthodoxe et les lignes de votes sont clairement définies sauf à l'arrivée de Zelenski qui est arrivé à surpasser ces divisions pour obtenir son électorat au niveau parlementaire. Mais historiquement il y a une nette division très nette. Il y a deux Ukraines, les russes ont cru à l'existence de ces deux Ukraines, c'est donc leur pensées à eux. En 1999 il y a eu cette rupture, elle s'est affirmée peu à peu, elle s'est agrandie, elle s'est déployée, jusqu'à la conférence de Munich où Vladimir Poutine vient dire, ça ne va pas bien se passer du tout. Il vient à Bucarest au sommet de l'OTAN pour dire que ce que j'ai dit à Munich ce n'est pas de blague, nous allons vraiment nous énerver. Il y a un débat à la conférence de l'OTAN est-ce qu'on dit où pas que l'Ukraine et la Géorgie vont pouvoir rejoindre l'alliance ? et en fin, on le dit sans le dire tout en le disant. Et bon d'accord, ils vont venir mais pas toute suite. Et pour les Russes, c'est

¹⁴ Alain Bauer, d'où vient la guerre en Ukraine : au fond, à qui la faute, interview sur XERFI ISC <https://www.facebook.com/61568003290609/videos/599769762958751/?sfnsn=wa&mibextid=Mk4v2M>

une déclaration de guerre de leur point de vue. Depuis ces moments-là, ils se préparent à l'affirmation militaire, économiques, stratégiques de tout ce qui allait suivre. Nous ne regardions pas, nous n'y croyions pas, en disant mais non, ils ne vont pas le faire. Voilà donc d'où vient la guerre en Ukraine à défaut de savoir où elle va.

Pour l'ancien président français Nicolas Sarkozy¹⁵ avait déjà averti l'Europe au sujet de la neutralité de l'Ukraine en ses termes : « La Russie est un allié naturel et un partenaire naturel, il ne faut pas remettre les conditions de la guerre froide en Europe, l'Europe en a tant souffert, c'est une erreur majeur. La Russie est 46 fois plus grande que la France, deux fois la superficie des Etats Unis d'Amérique, avec 150 million d'habitants, à jamais dans l'histoire de l'humanité, un pays qui n'a pas des populations pour occuper son territoire n'a été envahir le territoire d'acoté. Expliquer que la Russie veut envahir l'Ukraine est une méconnaissance totale de l'histoire, de la démographie et de la volonté des dirigeants russes. L'Ukraine est un grand pays avec 42 millions d'habitant dont 30 pourcent de russophone. L'Ukraine est un pont entre la Russie et l'Europe, le jour où vous coupez le pont d'une rive le pays n'a plus de sens,

Plutôt que pousser l'Ukraine dans un coté ou dans un autre, il ferait mieux d'obliger l'Ukraine à avoir des excellentes relations avec l'UE et la Russie. Si vous obligé l'Ukraine à couper les liens avec la Russie, que deviennent les 30 pourcent de russophone en Ukraine ? »

2.3 La Révolution de Maïdan et le basculement euro-atlantique de l'Ukraine

La Révolution de Maïdan, survenue en novembre 2013, constitue un tournant majeur dans l'histoire contemporaine de l'Ukraine et a directement contribué au basculement du pays vers l'Occident. Cette révolte populaire, qui s'est intensifiée à travers des manifestations de masse à Kiev, a été déclenchée par la décision du président ukrainien de l'époque, Viktor Ianoukovytch, de suspendre un accord d'association avec l'Union européenne (UE), au profit d'une alliance plus étroite avec la Russie. Ce choix a suscité l'indignation d'une large partie de la population ukrainienne, notamment des jeunes et des partisans de l'intégration européenne, qui ont vu cette décision comme un obstacle à leur avenir économique et politique en Europe. Le mouvement de Maïdan a rapidement évolué pour devenir un véritable soulèvement contre le gouvernement en place, accusé de corruption et de dérives autoritaires¹⁶.

Les événements de Maïdan ont rapidement pris une tournure violente à mesure que les forces de l'ordre, sous les ordres de Ianoukovytch, ont utilisé la répression pour tenter de disperser les manifestants. Les scènes de brutalité policière ont provoqué une radicalisation de l'opposition et une mobilisation encore plus importante des manifestants. La révolution a atteint son apogée en février 2014, avec les affrontements violents qui ont coûté la vie à plus de 100 personnes, surnommées les "Cielés". Ce massacre a incité le président Ianoukovytch à fuir le pays, et a ouvert la voie à un changement de régime. La fuite du président ukrainien et l'effondrement de son gouvernement ont jeté les bases d'une nouvelle orientation politique pour l'Ukraine, qui allait désormais se tourner davantage vers l'Europe et l'Occident, en particulier par le biais de relations renforcées avec l'UE et l'OTAN¹⁷.

Ce changement radical de direction a profondément perturbé la relation de l'Ukraine avec la Russie. Moscou, qui avait des liens étroits avec le gouvernement de Ianoukovytch, a perçu les événements de Maïdan comme un coup d'État orchestré par l'Occident et une menace pour ses intérêts géopolitiques en Ukraine. En réponse à la révolution, la Russie a annexé la Crimée en mars 2014 et a soutenu les séparatistes prorusse dans l'est de l'Ukraine, ce qui a intensifié le conflit armé dans la région du Donbass. Pour le Kremlin, la perte de l'Ukraine vers l'Occident représentait un affaiblissement de sa sphère d'influence et un rapprochement dangereux de l'OTAN à ses frontières. Cette réaction a marqué un tournant dans les relations entre les deux pays, passant d'une coopération stratégique à une guerre ouverte, où les enjeux géopolitiques et militaires se sont entrecroisés.

La révolution de Maïdan a également eu des répercussions internes majeures pour l'Ukraine. L'un des principaux résultats a été l'émergence d'un mouvement pro-européen fort, soutenu par une majorité de la population, en particulier dans les régions de l'ouest et du centre du pays. Ce mouvement a non seulement poussé à une réorientation

¹⁵ Informations disponible en ligne sur <https://www.facebook.com/share/v/161Dedbf1b/>, consulté le 10 mai 2025 à 8heures

¹⁶ Motyl Alexander, *The Ukraine Crisis: What It Means for the West*, traduit par Nicolas Thomas, New York, Cambridge University Press, 2014, pp. 89-102.

¹⁷ Snyder Timothy, *The Road to Unfreedom: Russia, Europe, America*, traduit par Marie-Bernadette Allaux, Paris, Éditions de l'Aube, 2018, pp. 203-215.

géopolitique de l'Ukraine, mais a aussi initié une série de réformes politiques et économiques visant à moderniser l'État et à lutter contre la corruption endémique. L'Ukraine a cherché à mettre en œuvre des réformes en vue d'une adhésion à l'UE et à l'OTAN, ce qui a renforcé les tensions avec la Russie, qui voyait ces démarches comme une tentative de perdre son emprise sur son ancien espace soviétique¹⁸.

La Révolution de Maïdan a également contribué à redéfinir l'identité nationale ukrainienne, qui s'est progressivement détachée de ses liens historiques avec la Russie. Alors qu'une partie de la population ukrainienne, en particulier dans les régions russophones de l'Est et du Sud, avait longtemps été favorable à des relations plus étroites avec Moscou, les événements de Maïdan ont renforcé le sentiment nationaliste et une volonté d'alignement sur l'Europe. Ce basculement a divisé le pays en deux camps géopolitiques distincts : un camp pro-européen et un camp pro-russe, notamment dans les régions orientales et méridionales du pays. Cette fracture interne a créé un terrain propice à l'ingérence russe et a facilité le soutien aux séparatistes prorusses dans le Donbass¹⁹.

L'un des enjeux majeurs de la Révolution de Maïdan a été la réponse de l'UE et des États-Unis, qui ont rapidement soutenu le mouvement en faveur de la démocratie et de l'intégration européenne. Des sanctions ont été imposées à la Russie pour son annexion de la Crimée et son implication dans le conflit en Ukraine, marquant une rupture importante dans les relations entre la Russie et l'Occident. L'Ukraine, de son côté, a renforcé ses relations avec l'UE, en particulier après la signature de l'Accord d'Association avec l'UE en 2014, qui offrait un cadre pour les réformes économiques et politiques en échange de l'accès au marché européen.

Le basculement de l'Ukraine vers l'Occident a également eu des conséquences économiques significatives. Le pays a été contraint de se réformer de manière radicale pour répondre aux exigences de l'UE et de la communauté internationale. Cela a impliqué des réformes de grande envergure dans les secteurs de la gouvernance, de l'économie et de la lutte contre la corruption. Cependant, ces réformes ont été difficiles à mettre en œuvre, en raison de l'instabilité politique interne, du manque de ressources et des pressions économiques de la Russie, qui a utilisé son pouvoir énergétique comme un levier contre les ambitions euro-atlantiques de l'Ukraine²⁰.

La Révolution de Maïdan a ainsi marqué le début d'une nouvelle ère pour l'Ukraine, celle d'un projet national axé sur l'intégration dans l'UE et l'OTAN. Cette réorientation géopolitique a, cependant, provoqué une rupture profonde avec la Russie, qui a réagi par des actions militaires et diplomatiques visant à maintenir son influence sur l'Ukraine et à empêcher son adhésion à l'OTAN. L'histoire de Maïdan reste un symbole de la lutte pour l'indépendance, la démocratie et l'intégration européenne, mais elle continue de provoquer des tensions géopolitiques qui se manifestent par le conflit prolongé dans l'est de l'Ukraine et l'instabilité dans la région.

2.4 L'annexion de la Crimée : rupture géopolitique et violation du droit international

L'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie en mars 2014 constitue un tournant géopolitique majeur dans les relations internationales contemporaines. Cet acte unilatéral est survenu peu après la chute du président ukrainien Viktor Ianoukovytch et la Révolution de Maïdan, qui avait engagé l'Ukraine sur une voie résolument euro-atlantique. Profitant du vide institutionnel et du chaos politique à Kiev, la Russie a rapidement déployé des forces armées non identifiées surnommées les « petits hommes verts » en Crimée, une région stratégique de la mer Noire historiquement convoitée pour sa position géopolitique et sa majorité russophone²¹.

La Russie a justifié son intervention par la nécessité de « protéger » les populations russophones et de « rétablir l'ordre », avançant le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle a organisé dans la précipitation un référendum controversé le 16 mars 2014, à l'issue duquel la Crimée aurait voté à plus de 95 % pour son rattachement à la Russie. Toutefois, ce référendum, non reconnu par la communauté internationale, a été mené sans encadrement indépendant et sous la pression militaire russe, ce qui remet sérieusement en question sa légitimité démocratique²².

¹⁸ Harrison Mark, *The Soviet and Post-Soviet States*, traduit par Claire Lemoine, Paris, Gallimard, 2015, pp. 132-145.

¹⁹ Yekelchik Serhy, *Ukraine: Birth of a Modern Nation*, Oxford, Oxford University Press, 2017, pp. 65-78.

²⁰ Pifer Steven, *The Eagle and the Trident: U.S.-Ukraine Relations in Turbulent Times*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2017, pp. 120-130.

²¹ Sakwa Richard, *Frontline Ukraine: Crisis in the Borderlands*, traduit par Jean-Luc Gendry, Paris, Éditions du Cerf, 2015, pp. 178-189.

²² Pélolidas Benoît, *Les Relations internationales contemporaines*, Paris, PUF, 2016, pp. 201-210.

L'annexion de la Crimée a eu des répercussions géopolitiques majeures. Elle a entraîné une détérioration rapide des relations entre la Russie et l'Occident, déclenchant une série de sanctions économiques, diplomatiques et financières contre Moscou de la part des Etats-Unis, de l'Union européenne et d'autres pays alliés. Ces sanctions ont visé des responsables russes, des entreprises liées au Kremlin ainsi que des secteurs clés de l'économie russe, comme l'énergie et la défense. En réponse, la Russie a renforcé son discours souverainiste et multiplié les partenariats avec d'autres puissances non occidentales, telles que la Chine ou l'Iran²³.

Sur le plan régional, la militarisation de la Crimée par la Russie a modifié l'équilibre stratégique en mer Noire. La présence accrue de forces navales et aériennes russes dans la péninsule constitue une menace directe pour la sécurité de l'Ukraine, mais aussi pour les pays riverains de l'OTAN comme la Roumanie ou la Bulgarie. La Crimée est ainsi devenue un bastion militaire russe qui permet à Moscou de projeter sa puissance dans le sud-est de l'Europe, la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient, notamment via sa base navale à Sébastopol. L'annexion de la Crimée a également provoqué une polarisation de la scène internationale. Tandis que la majorité des pays occidentaux ont condamné l'annexion et continuent de reconnaître la Crimée comme partie intégrante de l'Ukraine, certains Etats, pour des raisons politiques ou économiques, ont adopté une position plus ambiguë, voire favorable à Moscou. Cette division reflète une nouvelle configuration des rapports de force mondiaux, où les principes du droit international sont souvent relativisés au profit d'intérêts géopolitiques²⁴.

Pour Kiev, la restitution de la Crimée est une condition non négociable, tandis que Moscou considère désormais la péninsule comme une partie intégrante de son territoire. Ce différend, combiné à l'enlèvement du conflit dans le Donbass, complique toute tentative de règlement durable du conflit russo-ukrainien. La Crimée est ainsi devenue le symbole d'une fracture géopolitique durable entre la Russie et l'Occident, et d'un ordre international en crise.

2.5 Le Donbass : guerre hybride, séparatisme et ingérences étrangères

Le conflit du Donbass, enclenché en avril 2014, constitue un épisode central de la guerre russo-ukrainienne. Il a débuté après l'annexion de la Crimée, lorsque des groupes séparatistes prorusses ont pris le contrôle de certaines villes dans les oblasts de Donetsk et de Louhansk, à l'est de l'Ukraine. Ces actions ont été soutenues, de manière directe ou indirecte, par la Russie, dans ce que beaucoup d'analystes considèrent comme une forme de guerre hybride mêlant opérations militaires, actions subversives et guerre de l'information. La stratégie russe dans le Donbass repose sur un déni de responsabilité officielle, tout en fournissant un soutien logistique, financier et militaire aux milices séparatistes. Cette guerre hybride a permis à Moscou de maintenir une pression constante sur l'Ukraine, sans s'impliquer ouvertement dans un conflit armé traditionnel. Les combattants séparatistes ont bénéficié de l'afflux d'armes lourdes, de munitions et de personnel entraîné, y compris des militaires russes non identifiés, comme le montrent plusieurs rapports d'ONG et d'observateurs internationaux.

La guerre dans le Donbass est aussi un conflit identitaire, enraciné dans les fractures historiques, linguistiques et culturelles entre l'ouest et l'est de l'Ukraine. Les populations du Donbass, majoritairement russophones, ont longtemps entretenu des liens économiques et sociaux étroits avec la Russie. Cependant, le séparatisme a été largement nourri de l'extérieur, notamment par une propagande visant à présenter le gouvernement ukrainien comme illégitime, voire fasciste, auprès des populations locales. La réaction de l'État ukrainien a d'abord été lente, avant de s'intensifier dans le cadre de ce que Kiev a appelé une opération antiterroriste (ATO). L'armée ukrainienne, appuyée par des milices volontaires nationalistes, a tenté de reprendre les territoires occupés. Le conflit s'est rapidement enlisé, entraînant des milliers de morts, des déplacements massifs de population et une dégradation humanitaire sévère. Selon l'ONU, plus de 14 000 personnes sont mortes dans ce conflit entre 2014 et 2022²⁵.

Les tentatives de résolution, notamment les Accords de Minsk (2014 et 2015), négociés sous l'égide de l'OSCE, de la France et de l'Allemagne, ont échoué à instaurer une paix durable. Les clauses sur le cessez-le-feu, le retrait des

²³ Boisteau Éric, *Géopolitique de la Russie*, Paris, Armand Colin, 2020, pp. 91-105.

²⁴ Zubok Vladislav, *Collapse: The Fall of the Soviet Union*, traduit par Marie-Ange Roy, New Haven, Yale University Press, 2020, pp. 75-84.

²⁵ ONU, Rapport sur les droits de l'homme en Ukraine, traduit par le Haut-Commissariat des Nations unies, Genève, 2022, pp. 3-5.

armes lourdes et la décentralisation politique n'ont été que partiellement respectées. La Russie a systématiquement nié son implication directe, tout en exerçant un contrôle de facto sur les « Républiques populaires » de Donetsk et Louhansk²⁶. Le conflit du Donbass révèle la complexité des nouvelles formes de guerre au XXI^e siècle. La Russie y a expérimenté une stratégie d'ingérence masquée, combinant technologie, désinformation, infiltration militaire et instrumentalisation des revendications locales. Cela a affaibli l'État ukrainien, tout en entretenant un « conflit gelé » à ses frontières, dans la logique d'un rapport de force asymétrique²⁷.

La guerre dans le Donbass a également eu des répercussions sur la cohésion nationale ukrainienne. Elle a exacerbé les clivages régionaux, mais elle a aussi contribué à forger une identité nationale plus affirmée et un rejet croissant de l'influence russe. Pour de nombreux Ukrainiens, cette guerre symbolise la lutte pour l'indépendance et la souveraineté face à une puissance étrangère perçue comme impérialiste. Sur la scène internationale, le conflit a servi de justification au renforcement des sanctions occidentales contre la Russie, et à une réorientation des priorités de l'OTAN vers sa frontière orientale. Le Donbass est ainsi devenu un théâtre d'affrontement indirect entre Moscou et l'Occident, dans un contexte de reconfiguration de l'ordre de sécurité européen²⁸.

Ainsi, l'enlisement du conflit a préparé le terrain pour l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022. Le Kremlin a utilisé la reconnaissance des entités séparatistes comme prétexte à une opération militaire de grande ampleur. Le Donbass est ainsi passé du statut de zone de tensions périphérique à celui de front principal dans une guerre ouverte, dont les conséquences continuent de redéfinir la géopolitique européenne.

3. Les acteurs du conflit

Le conflit russo-ukrainien mobilise une pluralité d'acteurs dont les rôles et les intérêts varient considérablement. Aux côtés des acteurs directs que sont la Russie et l'Ukraine, plusieurs puissances régionales et internationales ainsi que des organisations intergouvernementales influencent le cours du conflit. Cette section s'attache à analyser la configuration des acteurs impliqués, leurs stratégies, ainsi que les alliances formées dans un contexte mondial marqué par des recompositions géopolitiques.

3.1 La Russie

Dans le conflit russo-ukrainien, la Russie apparaît comme l'acteur principal, tant par son engagement militaire direct que par ses actions diplomatiques, économiques et informationnelles. Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie est largement perçue comme l'agresseur par la communauté internationale, bien qu'elle revendique la défense de ses intérêts géopolitiques et culturels. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine lancée en février 2022 a marqué un tournant majeur, révélant l'ambition du Kremlin de remodeler l'ordre européen post-guerre²⁹. Sur le plan militaire, la Russie a engagé des forces considérables : troupes régulières, mercenaires du groupe Wagner, forces tchéchènes, mais aussi des systèmes d'armes avancés. Son objectif affiché au début du conflit de 2022 était de « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine, ce qui s'est rapidement révélé être une couverture pour un projet de changement de régime et de réintégration forcée de l'Ukraine dans la sphère d'influence russe³⁰.

La stratégie russe repose également sur la guerre hybride : au-delà de l'usage des armes, elle inclut la désinformation, le cyberespionnage, le sabotage économique et les pressions énergétiques. Ces méthodes permettent à la Russie de brouiller les lignes entre guerre et paix, et de maintenir une forme de déni plausible dans certaines opérations³¹. Par exemple, l'usage d'acteurs non étatiques comme les séparatistes du Donbass, soutenus logistiquement et militairement par Moscou, illustre cette approche indirecte. D'un point de vue idéologique, la Russie justifie son intervention par une rhétorique fondée sur l'héritage impérial, la protection des populations russophones et le rejet de l'expansion de

²⁶ Delcour Laure, *The EU and Russia in Their 'Contested Neighbourhood'*, traduit par Bernard Tissier, Londres, Routledge, 2020, p. 77-85.

²⁷ Galeotti Mark, *Hybrid War or Gibrinaya Voyna?*, traduit par Alexandre Durelli, Londres, RUSI Journal, 2017, pp. 33-45.

²⁸ Charillon Frédéric, *Géopolitique de la Russie : de la puissance à la guerre*, Paris, La Découverte, 2022, pp. 118-126.

²⁹ Galeotti Mark, *Poutine, la stratégie du désordre*, traduit par Stéphane Roques, Paris, Tallandier, 2022, pp. 32-49.

³⁰ Rousselier Nicolas, *La Guerre de Poutine*, Paris, Seuil, 2023, p. 88-94.

³¹ Lanoszka Alexander, «Russian Hybrid Warfare and Extended Deterrence» in *Eastern Europe, International Affairs*, Vol. 92, n°1, 2016, pp. 182-185.

l'OTAN. Le discours de Vladimir Poutine en février 2022 réaffirmait la négation de l'identité nationale ukrainienne et la remise en cause de l'indépendance de l'Ukraine comme État souverain³². Cette posture traduit une volonté de restaurer une grande puissance russe capable de dicter les règles de sécurité régionales.

Économiquement, les sanctions occidentales ont provoqué un réajustement stratégique. Si elles ont affaibli certains secteurs clés (banques, aéronautique, technologies), la Russie a su rediriger ses exportations vers des pays non alignés, renforcer son autonomie énergétique, et mettre en place une économie de guerre appuyée par un État centralisateur³³. La résilience de l'économie russe, bien que relative, témoigne de sa capacité d'adaptation dans un contexte de confrontation prolongée. L'autoritarisme interne s'est durci dans le cadre du conflit. La Russie a renforcé le contrôle de l'information, criminalisé la critique de la guerre, et accru la répression contre les opposants. Cette fermeture du régime s'accompagne d'un nationalisme exacerbé, mobilisé pour soutenir l'effort de guerre et justifier les pertes humaines et économiques. Le patriotisme devient une arme idéologique autant qu'un outil de mobilisation sociale³⁴.

Ainsi, la position de la Russie dans ce conflit traduit une remise en cause profonde du système international libéral. Moscou rejette les principes d'un ordre fondé sur le droit, la souveraineté des États et le multilatéralisme. Elle tente d'imposer une lecture multipolaire des relations internationales, où la force prévaut sur le droit, et où les grandes puissances disposent de zones d'influence exclusives.

3.2 L'Ukraine

L'Ukraine, au cœur du conflit déclenché par la Russie, est à la fois la principale victime de l'agression et un acteur majeur de sa propre résistance. Depuis 2014, le pays s'est engagé dans une transformation profonde de ses institutions, de son armée et de sa position stratégique, dans le but de s'affirmer comme un État souverain tourné vers l'Europe et fondé sur des principes démocratiques. L'attaque massive de 2022 a renforcé la détermination de la société ukrainienne à défendre son intégrité territoriale et son indépendance politique³⁵. Militairement, l'Ukraine a réagi avec une résilience remarquable. Ses forces armées, modernisées depuis le conflit du Donbass, ont su opposer une résistance à l'avancée russe. Le soutien logistique et en armement des pays occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni, Union européenne) a joué un rôle déterminant dans la capacité de l'armée ukrainienne à contenir l'agression et à reconquérir certains territoires occupés³⁶. Ce soutien a aussi renforcé l'interopérabilité de l'armée ukrainienne avec les normes de l'OTAN.

Sur le plan politique, l'Ukraine affirme son attachement aux valeurs démocratiques. Le président Volodymyr Zelensky, élu en 2019, a su incarner l'unité nationale face à la guerre, mobilisant la population et obtenant un soutien international sans précédent. Malgré les défis liés à la corruption ou aux tensions internes, l'État ukrainien fonctionne, résiste et administre les territoires en guerre, avec une administration publique qui a fait preuve de stabilité. La société civile ukrainienne joue également un rôle crucial. Depuis la Révolution de Maïdan, elle s'est organisée pour surveiller le pouvoir, accompagner les réformes et soutenir l'effort de guerre. Des initiatives locales, des ONG, et même des volontaires participent à l'approvisionnement de l'armée, à l'accueil des déplacés ou à la lutte contre la désinformation³⁷. Cette mobilisation traduit un profond enracinement du patriotisme civique et de la solidarité nationale.

Diplomatiquement, l'Ukraine a multiplié les efforts pour s'arrimer à l'Occident. Elle a obtenu le statut de candidat à l'Union européenne en 2022 et intensifié ses relations bilatérales avec les membres de l'OTAN. Son objectif est double

³² Poutine Vladimir, Discours du 21 février 2022 sur la reconnaissance des républiques séparatistes, traduction officielle, Kremlin.ru.

³³ Omelicheva Mariya & Lansky Miriam, Russia's War Economy, in *Journal of Strategic Studies*, Vol. 46, n° 2, 2023, pp. 151-164.

³⁴ Krastev Ivan et Holmes Stephen, *Le retour des frontières : guerre, démocratie, et autoritarisme*, Paris, Premier Parallèle, 2022, pp. 110-118.

³⁵ Plokhyy Serhii, *Les portes de l'Europe : une histoire de l'Ukraine*, Paris, Gallimard, 2023, pp. 77-90.

³⁶ Zahorodniuk Andrii, *Ukraine's Military Transformation and Lessons for NATO*, traduit par l'Institut pour la paix, Bruxelles, Centre Wilfried Martens, 2022, p. 102-109.

³⁷ Bojunc Marko, *The Political Economy of Independent Ukraine*, traduit par Mykola Berladyn, Kyiv, Mediapro, 2021, pp. 134-138.

: sécuriser son avenir européen et bénéficier de garanties de sécurité durables. Toutefois, cette orientation vers l'Occident reste un point de friction majeur avec la Russie, qui y voit une menace stratégique³⁸.

L'Ukraine est également un acteur actif de la guerre de l'information. Elle utilise les réseaux sociaux, les campagnes de communication internationale et les symboles pour mobiliser l'opinion publique mondiale. Le président Zelensky, en particulier, s'est adressé à de nombreux parlements et institutions internationales, réussissant à renforcer l'isolement diplomatique de la Russie et à galvaniser le soutien à la cause ukrainienne³⁹. Sur le plan économique, la guerre a causé des destructions massives. Cependant, l'économie ukrainienne continue de fonctionner dans les zones contrôlées par Kyiv. Le pays reçoit une aide financière considérable de l'Occident, sous forme de prêts, de dons et de programmes de reconstruction. L'objectif est non seulement de maintenir les services publics mais aussi de préparer la relance post-conflit sur des bases modernes et transparentes.

Ainsi, l'Ukraine s'efforce de documenter les crimes de guerre commis sur son territoire. Elle coopère avec la Cour pénale internationale et d'autres organes internationaux pour traduire en justice les responsables des massacres, viols, tortures et déportations commis par les forces russes. Cette quête de justice s'inscrit dans une volonté d'affirmer la souveraineté du droit et de reconstruire le pays sur des fondements éthiques et juridiques solides. L'Ukraine est donc bien plus qu'un terrain de conflit : elle est un acteur résilient, déterminé à défendre son indépendance et à faire valoir son choix civilisationnel. Le soutien international qu'elle reçoit en est le reflet, tout comme les sacrifices consentis par sa population pour préserver son avenir.

3.3 Les puissances occidentales

Les puissances occidentales jouent un rôle central dans le conflit russo-ukrainien, à la fois comme soutiens diplomatiques, militaires et économiques de l'Ukraine, et comme adversaires stratégiques perçus par la Russie. Dès le début du conflit en 2014, et plus encore après l'invasion de 2022, les Etats-Unis, l'Union européenne et l'OTAN ont redéfini leur posture en Europe de l'Est, considérant l'agression russe comme une remise en cause de l'ordre international fondé sur le droit. Les Etats-Unis, en tant que principal soutien militaire et politique de l'Ukraine, ont engagé des aides financières massives (plus de 75 milliards USD en 2023) et fourni des systèmes d'armement avancés (HIMARS, Patriot, drones, etc.). Washington considère la défense de l'Ukraine comme essentielle à la stabilité euro-atlantique et à la dissuasion vis-à-vis d'autres puissances révisionnistes. Cette politique s'inscrit dans une tradition interventionniste américaine visant à protéger les démocraties face aux régimes autoritaires⁴⁰.

L'Union européenne, quant à elle, a adopté une réponse sans précédent en matière de sanctions contre la Russie, tout en accueillant des millions de réfugiés ukrainiens et en renforçant sa politique de sécurité commune. Elle a débloqué des fonds via la Facilité européenne pour la paix et soutenu l'économie ukrainienne par des aides budgétaires et des mesures de libéralisation commerciale. En juin 2022, l'octroi du statut de candidat à l'adhésion à l'UE à l'Ukraine marque un tournant géopolitique majeur⁴¹. L'OTAN, bien que non directement impliquée militairement dans le conflit, a fortement renforcé sa présence sur le flanc Est de l'Europe. Elle a déployé des troupes supplémentaires dans les Etats baltes, la Pologne et la Roumanie, et renforcé sa coordination stratégique. L'Alliance considère que la guerre renforce sa pertinence et sa mission défensive. Le sommet de Madrid a réaffirmé l'unité des Alliés face aux menaces russes et accéléré le processus d'adhésion de la Finlande et de la Suède⁴².

Sur le plan diplomatique, ces puissances occidentales se sont efforcées de créer une coalition internationale de soutien à l'Ukraine, en mobilisant le G7, l'ONU, et en exerçant des pressions sur les Etats du Sud global pour condamner

³⁸ Natorski Pierre, *L'intégration européenne de l'Ukraine : entre espoirs et tensions géopolitiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, pp. 98-103.

³⁹ Pomerantsev Peter, *This Is Not Propaganda*, traduit par Jacques Lévy, Paris, Actes Sud, 2022, pp. 191-196.

⁴⁰ Trenin Dmitri, *La nouvelle guerre froide*, Paris, Gallimard, 2022, pp. 118-122.

⁴¹ Delcour Laure, *L'Union européenne et le Partenariat oriental*, Bruxelles, Éditions de l'Université Libre, 2023, pp. 69-75.

⁴² Sakwa Richard, *Frontline Ukraine: Crisis in the Borderlands*, traduit par Nicolas Drouin, Paris, Le Seuil, 2022, pp. 106-110.

l'agression russe. Ce front commun vise non seulement à isoler Moscou, mais aussi à réaffirmer les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et de non-recours à la force⁴³.

Cependant, l'engagement des puissances occidentales n'est pas exempt de contradictions. Il existe des divergences internes, notamment entre les Etats membres de l'UE sur l'ampleur des sanctions, la livraison d'armes lourdes ou les perspectives de négociation. De plus, la dépendance énergétique passée à la Russie a mis en lumière la fragilité stratégique de l'Europe, ce qui a entraîné une réorientation vers d'autres fournisseurs et un débat sur la souveraineté énergétique. Ainsi, les puissances occidentales constituent à la fois un pilier du soutien à l'Ukraine et une cible rhétorique majeure de Moscou, qui dénonce une guerre « par procuration ». Leur implication transforme profondément l'équilibre stratégique en Europe et réactive les logiques de confrontation Est-Ouest.

En effet, Donald Trump a indiqué que les Etats-Unis ont versé 300 milliards d'euros d'aide à l'Ukraine depuis le début de la guerre contre la Russie, tandis que l'Europe lui aurait fourni 100 milliard. Cette affirmation du président américain dans une interview du 19 février 2025 ne se conforme pas aux informations fournies par l'institut de Kiel qui dispose d'une base des données « Ukraine support Tracker » qui retrace les aides reçues par l'Ukraine. Cette institution de recherche allemande qui documente régulièrement les statistiques de l'aide militaire, financière et humanitaire accordées à l'Ukraine a établie qu'au 31 décembre 2024, les Etats-Unis ont alloué 114,2 milliard d'euros tout en promettant 4,8 milliards supplémentaires. Dans le tableau ci-dessous, sont détaillés les différents chiffres selon les aides reçues par l'Ukraine des Etats et de l'union européenne.

Tableau des Montants alloués à l'Ukraine selon le type d'aide reçue

| Etats | Aide (militaire, humanitaire et financière) en milliard d'euros |
|---|---|
| Etats-Unis | 114,20 |
| Union Européenne (Conseil et Commission) | 48,960 |
| Allemagne | 17,20 |
| Royaume-Uni | 14,810 |
| Danemark | 8,060 |
| Pays-Bas | 7,33 |
| Suède | 5,41 |
| Pologne | 5,03 |
| France | 4,9 |
| Norvège | 3,31 |
| Finlande | 2,7 |
| Italie | 2,26 |
| Belgique | 1,87 |
| Espagne | 1,46 |
| Croatie | 1,34 |
| République Tchèque | 1,3 |
| Lituanie | 1,11 |
| Roumanie | 1,11 |
| Autriche | 0,8 |
| Estonie | 0,76 |
| Slovaquie | 0,705 |
| Lettonie | 0,57 |
| Luxembourg | 0,27 |
| Bulgarie | 0,24 |
| Portugal | 0,23 |

⁴³ Lequesne Christian, *La puissance par la diplomatie : L'Europe dans le monde*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, pp. 53-59.

| | |
|----------|-------|
| Irlande | 0,18 |
| Grèce | 0,15 |
| Slovénie | 0,08 |
| Islande | 0,032 |
| Hongrie | 0,005 |
| Chypre | 0,004 |
| Malte | 0,002 |

Source : Kiel Institute in <https://www.touteurope.eu>

Le tableau ci-dessus renseigne qu'environ 267 milliards d'euros d'aide ont été alloués à l'Ukraine au cours des trois dernières années, soit plus de 80 milliards d'euros par an.

Il convient de noter qu'entre 2022 et 2024, les Etats-Unis ont fourni à l'Ukraine beaucoup d'aides en termes de soutien militaire. L'Europe en revanche, se distingue par d'importantes aides financières et humanitaires. Rien que dans l'Union Européenne, elles avoisinent les 70 milliards d'euros en 2025⁴⁴. L'aide européenne est si importante pour l'Ukraine parce que dès son avènement à la tête des Etats-Unis du Président Trump, il a ordonné le gel de l'aide étrangère de l'Usaid qui gère un budget d'environ 40,7 milliards d'euros et représente 42% de l'aide humanitaire à travers le monde. En février 2025, l'aide de l'Union européenne à l'Ukraine a atteint les 135 milliards d'euros. Il faut souligner ici que l'Ukraine va rembourser une partie de cette aide après la guerre⁴⁵. Selon les estimations du fonds monétaire international, la dette publique de l'Ukraine devrait atteindre le 106,6% du produit intérieur brut en 2025, contre 95,5% fin 2024. Cette augmentation est principalement due aux coûts engendrés par la guerre⁴⁶.

Du côté russe, un rapport de l'Institut coréen de défense national (KIDA) a publié à Séoul que le soutien militaire nord-coréen à la Russie depuis l'automne 2024 aurait rapporté près de 20 milliards de dollars à l'Etat coréen, grâce à des envois de munitions et de fournitures⁴⁷. D'autres sources rapportent qu'en dehors de la Corée du Nord, l'Iran, la Chine, la Biélorussie et l'Égypte soutiennent la Russie.

L'Iran fournirait à la Russie des drones Kamikaze Shahed-136 ainsi que des missiles balistiques Fatah-360 ; des conteneurs contenant des armes et légères, des munitions, des obus et des équipements de protections. Tandis que la Chine fournit des composants à double usage, tels que des puces électroniques et des machines-outils, qui peuvent être utilisés dans la fabrication d'armes russes⁴⁸. La même source indique les drones russes comme le Garpiya-3, sont développés et testés en Chine en collaboration avec des entreprises russes. Pour sa part, la Biélorussie permet à la Russie d'utiliser son territoire pour lancer des attaques contre l'Ukraine et fournit un soutien logistique aux forces russes. Il est difficile de fournir une estimation précise de la valeur monétaire de l'aide étrangère reçue par la Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine, car la plupart des soutiens sont de nature militaire et ne sont accompagnés des informations officielles.

3.4 Les acteurs internationaux

Outre les acteurs étatiques et les alliances militaires, plusieurs organisations internationales interviennent dans le cadre du conflit russo-ukrainien, tant sur le plan diplomatique qu'humanitaire et sécuritaire. Leur rôle, bien que souvent limité par des contraintes structurelles ou politiques, reste essentiel pour la médiation, la documentation des violations des droits humains et l'assistance aux populations civiles. L'Organisation des Nations unies (ONU) a été l'une des premières plateformes internationales mobilisées dès l'escalade du conflit. Le Conseil de sécurité, cependant, est resté paralysé en raison du droit de veto de la Russie, membre permanent. En revanche, l'Assemblée générale a adopté

⁴⁴ Kiel institute in <https://www.touteurope.eu> consulté le 12 avril 2025

⁴⁵ Les Etats-Unis ont en mai 2022 une « loi prêt-bail » qui permet de prolonger la durée du prêt au-delà de cinq ans, mais aussi les remboursements dus par l'Ukraine. Si une partie conséquente de l'aide militaire devra donc être rétribuée, aucune échéance n'a encore été fixée. Ce qui est certain c'est que l'Ukraine y sera tenu, comme l'ont été le Royaume-Uni et la Russie après 1945. Sur <https://www.tflinfo.fr/internationale/>

⁴⁶ Sur Ukrinform <https://www.ukrinform.net/rubric-economy/3919163-imf-expects-ukraines-public-debt-to-exceed-100-of-gdp-in-2025> consulté le 10 avril 2025

⁴⁷ Tiré sur <https://www.la-croix-com/> consulté le 12 avril 2025

⁴⁸ Tiré sur <https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/19/union-europeenne-inquiet-de-la-fabrication-de-drones-russes-en-chine-6402653-3210.html?> consulté le 10 avril 2025

plusieurs résolutions condamnant l'invasion et réaffirmant la souveraineté ukrainienne⁴⁹. Des agences comme le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) ou le Programme alimentaire mondial (PAM) sont actives sur le terrain, fournissant des rapports réguliers sur les victimes civiles, les déplacements forcés et les besoins humanitaires.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a également joué un rôle de surveillance dès 2014, avec la mise en place d'une mission spéciale d'observation en Ukraine. Cette mission avait pour objectif de documenter les violations du cessez-le-feu et d'encourager le dialogue entre les parties. Toutefois, son mandat a été suspendu en 2022 après l'invasion à grande échelle par la Russie. L'OSCE reste néanmoins un cadre diplomatique important pour les efforts de désescalade⁵⁰. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), quant à lui, est l'un des rares acteurs à pouvoir opérer sur les deux fronts du conflit. Il s'est engagé dans des actions de protection des civils, la visite de prisonniers de guerre, l'aide médicale, et la promotion du droit international humanitaire⁵¹. Malgré des difficultés d'accès et des accusations de partialité, son rôle reste fondamental pour garantir un minimum de respect des normes de la guerre⁵².

En plus de ces organisations, d'autres acteurs comme l'UNICEF, Médecins Sans Frontières (MSF), et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont apporté un soutien considérable. L'UNICEF a signalé de nombreux cas de traumatismes chez les enfants ukrainiens déplacés ou blessés, tandis que le HCR a facilité l'accueil de millions de réfugiés dans les pays voisins⁵³. Malgré leur engagement, ces organisations rencontrent des limites : accès restreint aux zones occupées, manipulation de l'aide humanitaire à des fins politiques, absence de mécanismes d'exécution contraignants, ou encore pressions exercées par les belligérants. Néanmoins, elles permettent de maintenir une certaine capacité de dialogue et d'intervention dans un contexte de haute tension.

Leur action est complétée par le travail d'organisations non gouvernementales (ONG) qui surveillent les droits humains, assistent les victimes de torture, ou mènent des enquêtes sur les crimes de guerre. Certaines ONG collaborent avec la Cour pénale internationale (CPI) pour recueillir des preuves en vue de futures poursuites. Ainsi, les acteurs internationaux, bien qu'en marge des dynamiques stratégiques principales, représentent des leviers essentiels pour le droit, la diplomatie et la solidarité. Leur présence constante dans les zones de conflit atténue les souffrances humaines et maintient une vigilance sur les dérives de la guerre.

3.5 Les puissances émergentes et leur positionnement

Le conflit russo-ukrainien a profondément modifié les équilibres géopolitiques mondiaux, en mettant en lumière non seulement la position des puissances occidentales, mais aussi celle des puissances émergentes comme la Chine, l'Inde et la Turquie. Ces Etats ont adopté des postures ambivalentes, oscillant entre prudence diplomatique, intérêts stratégiques et opportunités économiques. La Chine, fidèle à sa doctrine de non-ingérence et à sa méfiance vis-à-vis des alliances militaires occidentales, a refusé de condamner ouvertement l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Pékin a préféré plaider pour la retenue et la négociation, tout en s'opposant aux sanctions économiques imposées par l'Occident. Cette position est motivée par son partenariat stratégique avec Moscou, mais aussi par sa volonté d'éviter la fragmentation de l'ordre mondial dominé par l'Occident⁵⁴. Néanmoins, la Chine s'est gardée de fournir une aide militaire directe, se limitant à une coopération diplomatique et commerciale renforcée avec la Russie.

L'Inde, quant à elle, a adopté une posture dite de « neutralité stratégique ». Elle s'est abstenue lors des votes à l'ONU condamnant l'agression russe, tout en appelant au respect du droit international et à la cessation des hostilités. Cette position traduit à la fois son attachement à ses relations historiques avec la Russie, notamment dans le domaine militaire, et son rapprochement avec les Etats-Unis dans le cadre du Quad⁵⁵. En parallèle, l'Inde a profité du contexte pour augmenter ses importations de pétrole russe à prix réduit, soulignant une approche pragmatique dictée par ses intérêts énergétiques. La Turquie, membre de l'OTAN mais en tension régulière avec ses partenaires occidentaux, joue un rôle singulier. Elle a condamné l'invasion russe et livré des drones Bayraktar TB2 à l'Ukraine, tout en évitant

⁴⁹ Krasno Jean-Philippe, *L'ONU dans le monde multipolaire*, Paris, L'Harmattan, 2023, p. 102.

⁵⁰ Boonstra Jos, *L'OSCE et la sécurité européenne*, Bruxelles, Éditions du CERI, 2022, pp. 78-82.

⁵¹ Comité international de la Croix-Rouge, *Rapport annuel sur l'Ukraine 2023*, Genève, CICR, 2023, pp. 21-27.

⁵² Mégret Frédéric, *Le droit international humanitaire en temps de guerre*, Paris, Pedone, 2023, p. 141.

⁵³ Peters Anne, *Droit international et crise des réfugiés*, Genève, Schulthess, 2022, p. 64.

⁵⁴ Cabestan Jean-Pierre, *La Chine et la guerre en Ukraine : entre prudence stratégique et défi à l'Occident*, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 97.

⁵⁵ Bajpai Kanti, *L'Inde dans un monde multipolaire : diplomatie, défense et dépendances*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2023, pp. 59-63.

de rompre ses liens avec Moscou. Ankara s'est érigée en médiateur en facilitant les pourparlers entre les deux camps et en jouant un rôle clé dans l'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes via la mer Noire⁵⁶. Cette position intermédiaire permet à la Turquie de renforcer son poids diplomatique, tout en consolidant son autonomie stratégique.

Ces trois puissances partagent une méfiance vis-à-vis de l'hégémonie occidentale et une volonté de préserver un ordre international multipolaire. Leur positionnement sur le conflit russo-ukrainien traduit davantage une lecture géopolitique qu'une adhésion à des principes de droit international. Elles cherchent à tirer parti de la situation pour consolider leurs propres intérêts stratégiques. Toutefois, leurs approches ne sont pas identiques : la Chine agit en tant que rival systémique de l'Occident, l'Inde joue l'équilibriste, et la Turquie tente de s'imposer comme puissance régionale autonome⁵⁷. Ces différences expliquent leurs réactions différenciées face aux crises internationales.

Leur influence sur le conflit reste indirecte, mais significative. En refusant de s'aligner sur les sanctions, en négociant avec la Russie ou en soutenant ponctuellement l'Ukraine, ces puissances émergentes façonnent les conditions géopolitiques de la guerre et de sa possible résolution. Ce positionnement témoigne d'un basculement du centre de gravité stratégique mondial vers le Sud global, où les acteurs intermédiaires deviennent des piliers d'un nouvel équilibre international.

3.6 Les acteurs non étatiques

Dans le conflit russo-ukrainien, les acteurs non étatiques jouent un rôle important, bien que souvent sous-estimé. Qu'il s'agisse de groupes armés paramilitaires, de sociétés militaires privées, d'organisations humanitaires, ou encore de mouvements de la société civile, leur implication a contribué à complexifier la dynamique du conflit, en influençant tant les opérations militaires que les perceptions locales et internationales. Parmi les acteurs les plus médiatisés figurent les sociétés militaires privées, notamment la société russe Wagner, active sur plusieurs théâtres d'opérations. Dès 2014, cette organisation a été impliquée en Crimée et dans le Donbass, opérant dans une zone grise entre armée régulière et milices irrégulières. Son rôle a été crucial dans l'appui logistique et militaire aux forces séparatistes pro-russes, agissant comme un prolongement officieux de la stratégie russe tout en offrant à Moscou une forme de déni plausible⁵⁸.

À l'opposé, en Ukraine, plusieurs bataillons de volontaires ont été créés pour défendre le territoire, notamment le bataillon Azov. Si ces groupes ont parfois suscité des controverses, notamment en raison de certaines affiliations idéologiques, ils n'en demeurent pas moins des acteurs déterminants sur le terrain. Ils ont été intégrés pour partie à la Garde nationale ukrainienne, soulignant l'hybridation entre forces régulières et combattants irréguliers⁵⁹. D'autres acteurs non étatiques opèrent sur le plan humanitaire. Des ONG internationales comme Médecins Sans Frontières, la Fédération internationale de la Croix-Rouge ou encore le Norwegian Refugee Council fournissent un soutien vital aux populations déplacées et affectées par les combats. Leur rôle est essentiel dans les zones de conflit, même si leur accès reste souvent restreint pour des raisons de sécurité⁶⁰.

Les groupes de hackers et les collectifs cybermilitants, comme le collectif pro-ukrainien « IT Army of Ukraine » ou le groupe pro-russe « Killnet », constituent également des acteurs non étatiques clés. Ces entités ont mené des attaques informatiques contre des infrastructures critiques, contribuant à la guerre de l'information et au brouillage stratégique entre guerre conventionnelle et guerre numérique⁶¹. Enfin, la société civile ukrainienne joue un rôle politique et social de premier plan. Depuis la Révolution de Maïdan, elle s'est mobilisée pour défendre les valeurs démocratiques, soutenir les déplacés internes, documenter les violations des droits humains et influencer les politiques gouvernementales. Son engagement contribue à renforcer la résilience nationale et la cohésion face à l'agression extérieure. Ces divers acteurs non étatiques interagissent avec les acteurs étatiques, influencent les perceptions médiatiques, contribuent à l'évolution du conflit et en redessinent parfois les lignes. Ils témoignent de la complexité des conflits contemporains, où les logiques de guerre dépassent largement le cadre interétatique.

⁵⁶ Yesiltas Murat, *La politique étrangère de la Turquie contemporaine*, Istanbul, Libra Kitap, 2023, p. 113.

⁵⁷ Tanchum Michael, *Les puissances émergentes face à la guerre en Ukraine*, Genève, Centre pour la politique globale, 2022, p. 45.

⁵⁸ Galeotti Mark, *Les guerres secrètes de Poutine : le rôle des sociétés militaires privées*, Paris, Éditions du Rocher, 2023, pp. 83-85.

⁵⁹ Rác András, *Les bataillons ukrainiens : entre patriotisme et controverses*, Bruxelles, Éditions du Cygne, 2022, p. 56.

⁶⁰ Slim Hugo, *Humanitarian Ethics in War and Conflict*, Lyon, Chronique Sociale, 2022, p. 114.

⁶¹ Tikk Eneken, *Cyberconflicts in the Russia-Ukraine War*, Genève, 2023, p. 91.

Section 3 : Enjeux stratégiques et conséquences du conflit

Au-delà de son ancrage territorial, le conflit russo-ukrainien soulève des enjeux d'envergure mondiale, tant sur le plan géopolitique qu'économique. Les conséquences touchent à la sécurité énergétique, à l'approvisionnement alimentaire, aux dynamiques d'alliances militaires, et à la stabilité des marchés internationaux. Cette section examine les intérêts en jeu, les répercussions du conflit sur les équilibres internationaux, ainsi que l'impact des sanctions imposées à la Russie.

3.7 Les enjeux géopolitiques

Le conflit russo-ukrainien révèle des enjeux géopolitiques majeurs qui redéfinissent les équilibres régionaux et mondiaux. Ce conflit, loin d'être un simple affrontement bilatéral, cristallise des tensions historiques, des ambitions stratégiques et des visions antagonistes de l'ordre international. La Russie, par cette guerre, cherche à affirmer son statut de puissance incontournable dans l'espace post-soviétique, contestant l'élargissement de l'influence euro-atlantique dans ce qu'elle considère comme sa sphère d'influence historique. En ce sens, la guerre en Ukraine est une réponse directe à l'effritement progressif de la profondeur stratégique russe depuis la fin de la guerre froide, notamment marqué par l'expansion de l'OTAN à l'Est⁶².

L'un des principaux enjeux géopolitiques du conflit réside dans la reconfiguration des frontières de l'Europe orientale. L'annexion de la Crimée en 2014, puis la reconnaissance par la Russie de l'indépendance des républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk, traduisent une volonté de remodeler l'ordre territorial issu de 1991. Ce geste constitue une violation du droit international, mais surtout une déclaration implicite que la Russie ne reconnaît plus l'intangibilité des frontières héritées de l'ex-URSS, lorsqu'elles contrarient ses intérêts stratégiques. Cette posture engendre une instabilité chronique aux confins de l'Europe et interpelle les institutions multilatérales quant à leur capacité de dissuasion⁶³.

Par ailleurs, le conflit ukrainien a ravivé la fracture entre deux visions de l'ordre international. D'un côté, les puissances occidentales défendent un ordre libéral fondé sur le droit, la souveraineté des Etats et les alliances multilatérales. De l'autre, la Russie promeut un monde multipolaire, fondé sur la *realpolitik*, les rapports de force et la reconnaissance des sphères d'influence. En contestant frontalement l'influence occidentale en Ukraine, Moscou cherche à poser les jalons d'un nouvel ordre mondial post-occidental, dans lequel les puissances régionales, telles que la Chine ou l'Inde, pourraient jouer un rôle plus déterminant. Ce choc des paradigmes géopolitiques se joue bien au-delà de l'Europe, influençant les perceptions en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est.

L'Ukraine, de son côté, est devenue un terrain stratégique de confrontation entre l'Est et l'Ouest. Sa situation géographique en fait un couloir énergétique majeur, un pont entre les marchés européens et eurasiatiques, mais aussi un symbole politique : celui d'une nation cherchant à s'émanciper de la tutelle russe pour intégrer l'espace euro-atlantique. Sa résistance face à l'invasion a renforcé son identité nationale, tout en faisant d'elle un acteur géopolitique de premier plan. L'Ukraine n'est plus seulement un objet de la politique internationale, mais bien un sujet actif qui redéfinit son propre rôle dans la sécurité européenne⁶⁴.

Le conflit a également bouleversé les dynamiques géopolitiques régionales, notamment en poussant la Finlande et la Suède à demander leur adhésion à l'OTAN, brisant ainsi des décennies de neutralité. La mer Baltique est désormais perçue comme un nouveau théâtre stratégique. De même, l'attention sécuritaire s'est accrue dans les pays baltes et en Pologne, qui perçoivent la guerre comme une menace directe. L'Union européenne, de son côté, a franchi un cap en matière de défense commune, en apportant un soutien militaire sans précédent à l'Ukraine. Ces redéfinitions stratégiques témoignent d'une Europe qui s'arme politiquement et militairement face au retour de la guerre conventionnelle sur son sol⁶⁵.

Ainsi, les répercussions géopolitiques du conflit se font sentir dans l'architecture internationale de sécurité. L'efficacité du Conseil de sécurité de l'ONU est remise en question par le droit de veto de la Russie, membre

⁶² Trenin Dmitri, *La Russie et l'ordre mondial post-soviétique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, p. 112.

⁶³ Delcour Laure, *Op.cit.*, p. 88.

⁶⁴ Snyder Timothy, *La reconstruction ukrainienne*, Paris, Gallimard, 2023, pp. 143-147.

⁶⁵ Zerka Pawel, *Sécurité européenne et élargissement de l'OTAN*, Paris, Fondation pour la recherche stratégique, 2023, p. 102.

permanent, ce qui alimente les appels à une réforme profonde du système multilatéral. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), quant à elle, semble impuissante face à un conflit où ses mécanismes diplomatiques sont neutralisés par l'absence de consensus. Ainsi, la guerre en Ukraine agit comme un révélateur des limites actuelles de la gouvernance mondiale, tout en appelant à une refondation des normes et des institutions de sécurité collective.

3.8 Les enjeux économiques

Les enjeux économiques du conflit russo-ukrainien sont d'une portée considérable, non seulement pour les deux pays impliqués, mais également pour l'économie mondiale. Au cœur de ce conflit se trouve la lutte pour le contrôle des ressources énergétiques et des voies commerciales stratégiques qui relient l'Est et l'Ouest. L'Ukraine, en tant que carrefour énergétique entre la Russie et l'Europe, occupe une position géopolitique primordiale dans l'approvisionnement en gaz et en pétrole. La Russie, en quête de dominance sur les marchés énergétiques européens, considère l'Ukraine comme un axe clé de ses stratégies de projection de pouvoir, notamment à travers des pipelines comme le Gazoduc Nord Stream. De leur côté, les autorités ukrainiennes cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement en énergie, en particulier depuis l'annexion de la Crimée en 2014, un événement qui a mis à mal l'approvisionnement en gaz et en pétrole de l'Ukraine, en privant Kiev de la Crimée, qui représente une zone de transit important pour les pipelines russes⁶⁶.

Le conflit a également mis en lumière la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'énergie russe, qui a été exacerbée par les sanctions économiques imposées à la Russie après son invasion de l'Ukraine en 2022. Cette situation a conduit l'Union européenne à chercher des alternatives pour sécuriser ses approvisionnements énergétiques. Les tensions autour de l'approvisionnement en gaz ont eu un impact immédiat sur les prix de l'énergie, particulièrement en Europe. Les entreprises européennes ont dû faire face à des coûts énergétiques plus élevés, et l'Ukraine elle-même, en raison de l'interruption de ses pipelines de transit, a souffert de pertes économiques significatives⁶⁷. Dans le même temps, la guerre a poussé l'UE à rechercher activement de nouveaux partenariats énergétiques avec d'autres producteurs, comme les Etats-Unis ou les pays du Golfe, tout en accélérant la transition vers des énergies renouvelables.

L'Ukraine, de son côté, fait face à une dévastation de ses infrastructures économiques, notamment son secteur industriel, déjà fragilisé par des années de réformes post-soviétiques. Les régions industrielles de l'est, comme le Donbass, ont été particulièrement touchées par les combats, entraînant une réduction drastique de la production et un déplacement massif de la population. L'économie ukrainienne, largement dépendante de l'agriculture, a également souffert de la guerre, notamment en raison de l'impossibilité de cultiver des terres ou d'exporter des produits agricoles, qui représentent une part importante de son produit intérieur brut (PIB). Le pays a vu ses exportations de céréales, par exemple, considérablement réduites, ce qui a eu des conséquences importantes pour la sécurité alimentaire mondiale, notamment dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord⁶⁸.

Les sanctions économiques imposées à la Russie par les puissances occidentales ont joué un rôle central dans les dynamiques économiques du conflit. Ces sanctions ont affecté plusieurs secteurs clés de l'économie russe, notamment l'énergie, la finance et les exportations. Les restrictions sur les technologies avancées, les exportations de pétrole et de gaz, ainsi que le gel des avoirs de la Banque centrale russe, ont eu des conséquences à long terme pour la stabilité économique de la Russie. Cependant, l'économie russe a montré une résilience inattendue face à ces sanctions, en partie grâce à la diversification de ses relations commerciales avec des pays non occidentaux comme la Chine, l'Inde et d'autres acteurs du BRICS⁶⁹. L'exportation de gaz vers la Chine, par exemple, a permis à la Russie de compenser en partie la perte de ses marchés européens, bien que cela n'ait pas suffi à compenser l'ensemble des sanctions.

Le conflit a également conduit à une réévaluation des relations économiques internationales, avec un accent mis sur la réorientation des chaînes d'approvisionnement mondiales. La guerre en Ukraine a perturbé les chaînes logistiques et a contribué à l'augmentation des coûts des matières premières, en particulier les métaux, le charbon et le pétrole. La Russie, en tant que grand producteur de ces ressources, a vu ses revenus augmenter dans un premier temps, mais les

⁶⁶ Wegman Christophe, *Les relations énergétiques de la Russie et l'Ukraine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2023, p. 120.

⁶⁷ Becker Julian, *Énergie et sanctions : la guerre en Ukraine et ses répercussions économiques*, Berlin, Springer Verlag, 2023, p. 85.

⁶⁸ Pérez Silva, *Ukraine : entre guerre et reconstruction économique*, Madrid, Editorial Trotta, 2023, p. 63.

⁶⁹ Béziau François, *Sanctions économiques et résilience russe : impact sur la stabilité économique*, Paris, Éditions du Seuil, 2023, p. 94.

sanctions ont contraint ses partenaires commerciaux à revoir leurs stratégies. Dans ce contexte, les grandes entreprises multinationales ont été confrontées à des dilemmes éthiques et économiques concernant leurs investissements en Russie, ce qui a conduit à un exode massif des entreprises occidentales et à un redéploiement vers d'autres marchés émergents⁷⁰.

L'impact du conflit sur l'économie mondiale ne peut être sous-estimé. L'Ukraine étant l'un des plus grands producteurs mondiaux de céréales, les perturbations dans ses exportations ont exacerbé les pénuries alimentaires dans de nombreuses régions du monde. L'Organisation des Nations unies (ONU) a mis en place des initiatives visant à maintenir les exportations de céréales ukrainiennes, ce qui a permis d'atténuer certaines des pénuries mondiales. Cependant, l'inflation alimentaire qui a résulté de la guerre a frappé particulièrement les pays en développement, notamment en Afrique, où la dépendance aux importations de céréales ukrainiennes était élevée. De plus, l'instabilité engendrée par ce conflit a renforcé les inquiétudes concernant la sécurité énergétique mondiale, mettant en lumière les vulnérabilités des économies globales aux crises géopolitiques et aux perturbations dans l'approvisionnement des matières premières.

3.9 Les enjeux énergétiques

Le conflit russo-ukrainien a profondément modifié le paysage énergétique européen et mondial, en raison de la position stratégique de la Russie et de l'Ukraine dans le secteur de l'énergie. La Russie est l'un des plus grands producteurs mondiaux de pétrole et de gaz naturel, et l'Ukraine, bien que moins riche en ressources énergétiques, joue un rôle essentiel en tant que pays de transit pour le gaz russe destiné à l'Europe. Cette situation a généré des tensions autour du contrôle des infrastructures énergétiques et a conduit à une reconfiguration de l'approvisionnement énergétique dans un contexte de guerre prolongée. L'un des enjeux les plus immédiats a été l'interruption des livraisons de gaz à travers les pipelines traversant l'Ukraine. Avant le conflit, l'Ukraine était un axe crucial pour le transport du gaz russe vers l'Europe, notamment à travers le gazoduc Soyuz et le système de transit ukrainien. Toutefois, après l'annexion de la Crimée en 2014, et plus encore depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, ces routes de transit ont été sévèrement affectées. L'Ukraine, en réponse aux attaques russes, a cherché à diversifier ses sources d'énergie et à renforcer ses capacités de stockage et de production internes, notamment par la construction de nouvelles infrastructures énergétiques et par la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement, en particulier via des accords avec des producteurs de gaz liquéfié (LNG) provenant des Etats-Unis et du Qatar⁷¹.

En parallèle, la Russie a cherché à réduire sa dépendance à l'égard des transitaires ukrainiens, en construisant de nouveaux gazoducs, comme le Nord Stream 2, un projet controversé visant à acheminer directement du gaz russe en Europe via la mer Baltique, en contournant l'Ukraine. Ce projet a cependant rencontré une forte opposition de la part des Etats-Unis et de certains pays européens, qui y ont vu une tentative de Moscou de renforcer son influence géopolitique tout en affaiblissant l'Ukraine sur le plan énergétique. La crise énergétique a été exacerbée par les sanctions économiques imposées à la Russie, qui ont entravé la capacité de Moscou à exporter ses ressources et ont contribué à la hausse des prix du gaz et du pétrole sur les marchés mondiaux⁷².

L'Europe, déjà confrontée à des dépendances énergétiques croissantes vis-à-vis de la Russie, a vu la guerre en Ukraine accélérer ses efforts pour réduire cette dépendance. Dès le début du conflit, la Commission européenne a adopté des mesures visant à diversifier les approvisionnements en énergie, en encourageant la construction de nouveaux pipelines, le développement de sources d'énergie renouvelables et la recherche de nouveaux fournisseurs. Par exemple, l'Union européenne a intensifié ses relations avec les pays producteurs de gaz comme les Etats-Unis et le Qatar, tout en cherchant à accroître ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance de ces régions. De plus, l'UE a soutenu des projets visant à interconnecter les réseaux énergétiques de ses membres, afin de renforcer la résilience énergétique face à des menaces extérieures⁷³.

⁷⁰ Kovalev Stanislav, *Les entreprises multinationales face à la guerre : dilemmes économiques et éthiques*, Moscou, Moscow State University Press, 2023, p. 110.

⁷¹ Hickson David, *Energy and Geopolitics: Russia and Europe in the 21st Century*, Londres, Routledge, 2023, p. 143.

⁷² Harris Matthew, *Russia and the Energy Crisis: The Impact of the Ukraine War*, New York, Oxford University Press, 2023, p. 61.

⁷³ Morales Antonio, *Europe's Energy Future: Diversification and Security in the Post-Ukraine Conflict Era*, Madrid, Instituto de Estudios Internacionales, 2023, p. 102.

L'un des effets les plus significatifs du conflit a été la montée en flèche des prix de l'énergie, un phénomène qui a eu des répercussions dramatiques sur les économies européennes, notamment en matière d'inflation et de compétitivité industrielle. La hausse des coûts de l'énergie a augmenté les coûts de production pour les entreprises, tout en réduisant le pouvoir d'achat des consommateurs, particulièrement dans les secteurs les plus sensibles comme l'industrie lourde et le secteur des transports. Cette dynamique a également exacerbé les tensions sociales au sein de l'Union européenne, avec des manifestations dans certains pays contre la hausse des prix de l'énergie et les politiques énergétiques du gouvernement⁷⁴.

Au niveau mondial, le conflit a engendré des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement en matière première énergétique, provoquant une volatilité accrue des prix du pétrole et du gaz. En outre, des pays non occidentaux, comme la Chine et l'Inde, ont été amenés à réévaluer leurs relations avec la Russie en matière d'approvisionnement énergétique. Bien que la Russie ait cherché à rediriger ses exportations vers ces marchés en pleine expansion, cette réorientation a pris du temps et n'a pas permis de compenser entièrement la perte de ses marchés européens. Cela a conduit à une redéfinition des flux énergétiques mondiaux et à une prise de conscience croissante des vulnérabilités inhérentes à la dépendance énergétique⁷⁵.

Le conflit en Ukraine a également intensifié la transition énergétique mondiale. Alors que les gouvernements européens cherchent à réduire leur dépendance au gaz russe, la guerre a conduit à un virage plus rapide vers les énergies renouvelables, comme l'éolien, le solaire et la biomasse. L'accélération de la transition énergétique s'est accompagnée de nouvelles politiques, notamment la création de fonds européens pour l'innovation énergétique et la recherche dans le domaine des technologies énergétiques propres. Cependant, cette transition reste complexe et coûteuse, et certains experts estiment qu'il faudra encore plusieurs décennies pour que l'Europe devienne véritablement indépendante des énergies fossiles.

3.10 Les enjeux humanitaires

Le conflit russo-ukrainien a eu des conséquences humanitaires dramatiques, exacerbant une crise humanitaire d'une ampleur inédite en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. L'Ukraine, en particulier, a vu sa population civile subir d'énormes souffrances, avec des millions de personnes déplacées, des infrastructures essentielles détruites, et un nombre de victimes civiles en constante augmentation. La guerre a provoqué une crise de réfugiés qui s'est rapidement étendue au-delà des frontières ukrainiennes, notamment vers les pays voisins tels que la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie. Ce phénomène de déplacement massif a engendré une pression accrue sur les systèmes d'accueil et de protection dans ces pays, qui ont dû faire face à des défis logistiques et financiers pour gérer l'afflux de réfugiés⁷⁶.

Les conditions de vie en Ukraine se sont rapidement détériorées avec les bombardements incessants des villes et des infrastructures vitales, telles que les hôpitaux, les écoles, et les réseaux d'eau et d'électricité. Ces destructions ont exacerbé les conditions de vie des civils, et en particulier des groupes vulnérables tels que les enfants, les personnes âgées et les handicapés. Le recours à des armes lourdes dans des zones densément peuplées a également entraîné des violations du droit international humanitaire, notamment des attaques ciblées contre des installations civiles. Les efforts pour fournir de l'aide humanitaire se sont heurtés à de nombreuses difficultés, notamment en raison des risques liés à la sécurité, des routes bloquées et des zones occupées par les forces russes⁷⁷.

Le droit humanitaire international a été gravement mis à l'épreuve pendant ce conflit. Des organisations comme la Croix-Rouge internationale et l'ONU ont essayé de fournir une aide dans des conditions de plus en plus difficiles. Cependant, les attaques contre des convois humanitaires et les restrictions imposées par les belligérants ont compliqué la livraison de l'aide. L'ONU, par le biais du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a lancé plusieurs appels à l'aide d'urgence pour soutenir les millions de déplacés internes et de réfugiés. En réponse à la crise,

⁷⁴ Beck Hans, *Energy Prices and Economic Challenges: The European Response to the Ukraine War*, Berlin, Springer Verlag, 2023, p. 75.

⁷⁵ Liu Zhi, *Global Energy Dynamics and the Impact of the Russo-Ukrainian Conflict*, Pékin, Beijing University Press, 2023, p. 81.

⁷⁶ Kovalenko Olga, *Humanitarian Crisis in Ukraine: A Case Study of the Russo-Ukrainian War*, Paris, Presses Universitaires de France, 2023, p. 56.

⁷⁷ Amnesty International, *Ukraine: The Humanitarian Impact of the War*, Londres, Amnesty International Publications, 2023, pp. 74-78.

des initiatives telles que la création de corridors humanitaires ont été mises en place, mais leur efficacité a été limitée par le conflit actif et le contrôle des territoires par les forces russes⁷⁸.

L'impact psychologique du conflit sur la population ukrainienne a également été un aspect majeur des enjeux humanitaires. La guerre a créé une souffrance psychologique profonde, en particulier chez les enfants, les femmes et les anciens combattants. Des traumatismes liés à la violence, à la perte de proches et à la destruction de maisons sont omniprésents. Des organisations humanitaires ont donc mis en place des programmes de soutien psychosocial pour aider les populations à surmonter les effets du stress post-traumatique. En outre, les conditions de vie précaires dans les camps de réfugiés et les zones de conflit ont favorisé la propagation de maladies infectieuses, exacerbant davantage la situation sanitaire déjà précaire en Ukraine et dans les pays d'accueil des réfugiés.

3.11 Les sanctions internationales : portée, limites et contournements

La guerre russo-ukrainienne a entraîné l'imposition de l'un des régimes de sanctions les plus vastes et complexes jamais mis en œuvre contre un État membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada, le Japon et plusieurs autres pays ont adopté des sanctions économiques, financières, commerciales, diplomatiques et individuelles contre la Russie. Ces mesures visent à affaiblir la capacité économique et militaire de Moscou, à restreindre ses sources de revenus (notamment issues des hydrocarbures), et à isoler ses élites politico-économiques⁷⁹.

Sur le plan économique, les sanctions ont ciblé les grandes banques russes, les avoirs de la Banque centrale, les exportations de technologies duales, ainsi que les entreprises stratégiques comme Gazprom et Rosneft. Par ailleurs, des restrictions ont été imposées à l'exportation de semi-conducteurs, composants électroniques, pièces aéronautiques et services financiers. Plusieurs milliards de dollars d'actifs détenus par des oligarques proches du Kremlin ont été gelés à travers le monde. Ces mesures ont provoqué une contraction de l'économie russe en 2022, une inflation élevée et un recul des investissements étrangers⁸⁰.

Cependant, ces sanctions ont montré des limites structurelles. D'une part, la Russie a réussi à contourner certaines restrictions en s'orientant vers des partenaires alternatifs comme la Chine, l'Inde, la Turquie ou les Émirats arabes unis. Ces pays ont augmenté leurs importations de pétrole et de gaz russes à prix réduit, et parfois réexporté vers les marchés européens sous d'autres formes. D'autre part, Moscou a réorganisé ses circuits financiers en renforçant le rouble, en développant son propre système de paiements (SPFS), et en s'appuyant sur des plateformes comme le yuan chinois ou les cryptomonnaies⁸¹.

Enfin, les sanctions ont également des effets indirects sur les économies occidentales, notamment en matière de hausse des prix de l'énergie, d'inflation importée, et de perturbations logistiques. Ces effets de boomerang ont alimenté des débats internes sur la durabilité et l'efficacité de l'arsenal coercitif utilisé. Certains experts estiment que les sanctions doivent être mieux ciblées, accompagnées de mécanismes d'évaluation rigoureuse, et soutenues par une coordination multilatérale plus étroite pour empêcher leur contournement à long terme.

3.12 Les répercussions globales

Le conflit russo-ukrainien dépasse largement les frontières de l'Europe orientale pour devenir un événement aux conséquences globales. Sur le plan diplomatique, il a ravivé les tensions entre les grandes puissances, ravivant une forme de bipolarité opposant, d'un côté, les États-Unis et leurs alliés occidentaux, et de l'autre, la Russie soutenue, avec plus ou moins de prudence, par des puissances émergentes comme la Chine et l'Inde. Ce clivage s'est manifesté au sein des enceintes multilatérales comme l'Organisation des Nations unies, où plusieurs votes ont montré un monde fragmenté sur les normes de souveraineté, d'ingérence et d'ordre international⁸².

⁷⁸ Baudouin Claire, *The International Humanitarian Response to the Ukrainian Crisis*, Genève, Éditions de l'ONU, 2023, p. 85.

⁷⁹ Moret Erica, *Sanctions économiques et politique de puissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2023, p. 45.

⁸⁰ Doxey Margaret, *International Sanctions in Contemporary Geopolitics*, traduit par Bernard Aline, Londres, Palgrave Macmillan, 2023, p. 60.

⁸¹ Charillon Frédéric, *La géopolitique des sanctions*, Paris, Armand Colin, 2023, p. 92.

⁸² Acharya Amitav, *Ordre mondial en mutation : vers un multilatéralisme fragmenté*, Paris, L'Harmattan, 2023, p. 101.

Au niveau économique, la guerre a provoqué des perturbations profondes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. L'Ukraine et la Russie étant deux des principaux exportateurs de céréales, d'engrais et d'hydrocarbures, leur confrontation a engendré une flambée des prix alimentaires et énergétiques, impactant particulièrement les pays en développement. Plusieurs Etats africains, asiatiques et du Moyen-Orient ont subi une crise alimentaire aggravée par la dépendance aux importations ukrainiennes de blé et d'orge⁸³. La flambée des prix de l'énergie a également nourri une inflation globale, poussant les banques centrales à durcir leur politique monétaire.

Par ailleurs, le conflit a remis en cause la sécurité énergétique mondiale. L'Europe, dépendante du gaz russe, a dû réorienter ses approvisionnements, relançant l'intérêt pour le gaz naturel liquéfié, les énergies renouvelables et les investissements dans des sources alternatives. La recomposition des marchés énergétiques a renforcé des alliances stratégiques, notamment entre l'Europe et les Etats producteurs d'Afrique du Nord, du Golfe, ou des Amériques. De leur côté, la Russie et la Chine ont accéléré leur coopération énergétique, redessinant les flux d'influence dans cette industrie-clé. Sur le plan sécuritaire, le conflit a poussé plusieurs pays à réévaluer leurs politiques de défense. L'augmentation des budgets militaires en Europe, l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, ainsi que le renforcement des alliances en Asie (comme le QUAD ou AUKUS) témoignent d'un monde en réarmement. Ces dynamiques contribuent à une militarisation croissante des relations internationales et à un retour du rapport de force comme principe régulateur de la sécurité mondiale⁸⁴.

Enfin, le conflit russo-ukrainien a modifié la perception des citoyens face à la guerre et aux enjeux géopolitiques. Il a ravivé les débats sur l'autonomie stratégique, la souveraineté numérique, et la résilience économique. Il a également illustré les limites du multilatéralisme traditionnel, appelant à une refonte des mécanismes de régulation des crises. L'équilibre global semble de plus en plus dépendant de coalitions circonstancielles, d'intérêts sectoriels et d'initiatives régionales.

4. Conclusion

Pour mieux scruter les enjeux du conflit russo-ukrainien, cet article s'est évertué à dégager les origines et les causes qui a pour assise l'héritage historique de l'URSS et l'élargissement de l'OTAN. Les dimensions complexes de ce conflit donnent la lecture des acteurs étatiques et non étatiques aux agendas multiples. Cette réflexion met également en lumière les logiques de puissance, les rivalités d'influence et les dynamiques de sanctions qui redessinent les rapports de force contemporains.

5. Conflict of Interest

The authors declare that they have no conflict of interest.

6. Funding Declaration

This research did not receive any specific grant from funding agencies in the public, commercial, or not-for-profit sectors.

7. Repères bibliographiques

Abdou Abbami, O. (2020, March). *Extension des zones d'influence russes dans le pré carré français en Afrique centrale : le cas de la République Centrafricaine* [Note d'analyse politique, No. 85, pp. 2–8]. <https://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2020/03/nap-85-russie-centre-afrique.pdf>

Acharya, A. (2023). *Ordre mondial en mutation : vers un multilatéralisme fragmenté*. Paris: L'Harmattan.

Amnesty International. (2023). *Ukraine: The humanitarian impact of the war*. London: Amnesty International Publications.

⁸³ Mazoyer Marcel, *Crises alimentaires et géopolitique du blé*, Paris, Éditions Quae, 2023, p. 134.

⁸⁴ Biscop Sven, *La défense européenne à l'heure du retour de la guerre*, Bruxelles, Éditions de l'Université Libre, 2023, p. 112.

- Applebaum, A. (2017). *Red Famine: Stalin's War on Ukraine* (C. Seban, Trans.). New York: Doubleday.
- Bajpai, K. (2023). *L'Inde dans un monde multipolaire : diplomatie, défense et dépendances*. Bruxelles: Éditions Complexe.
- Bauer, A. (n.d.). *D'où vient la guerre en Ukraine : au fond, à qui la faute* [Interview]. Facebook. <https://www.facebook.com/61568003290609/videos/599769762958751/>
- Baudouin, C. (2023). *The international humanitarian response to the Ukrainian crisis*. Genève: Éditions de l'ONU.
- Beck, H. (2023). *Energy prices and economic challenges: The European response to the Ukraine war*. Berlin: Springer Verlag.
- Becker, J. (2023). *Énergie et sanctions : la guerre en Ukraine et ses répercussions économiques*. Berlin: Springer Verlag.
- Béziau, F. (2023). *Sanctions économiques et résilience russe : impact sur la stabilité économique*. Paris: Éditions du Seuil.
- Biscop, S. (2023). *La défense européenne à l'heure du retour de la guerre*. Bruxelles: Éditions de l'Université Libre.
- Boisteau, É. (2020). *Géopolitique de la Russie*. Paris: Armand Colin. (pp. 91–105)
- Bojcun, M. (2021). *The political economy of independent Ukraine* (M. Berladyn, Trans.). Kyiv: Mediapro.
- Boonstra, J. (2022). *L'OSCE et la sécurité européenne*. Bruxelles: Éditions du CERI.
- Cabestan, J.-P. (2022). *La Chine et la guerre en Ukraine : entre prudence stratégique et défi à l'Occident*. Paris: CNRS Éditions.
- Charillon, F. (2022). *Géopolitique de la Russie : de la puissance à la guerre*. Paris: La Découverte.
- Charillon, F. (2023). *La géopolitique des sanctions*. Paris: Armand Colin.
- Comité international de la Croix-Rouge. (2023). *Rapport annuel sur l'Ukraine 2023*. Genève: CICR.
- Delcour, L. (2020). *The EU and Russia in their 'contested neighbourhood'* (B. Tissier, Trans.). London: Routledge.
- Delcour, L. (2023). *L'Union européenne et le Partenariat oriental*. Bruxelles: Éditions de l'Université Libre.
- Deschaux-Dutard, D. (2023). *Ukraine : une guerre pour l'Europe*. Paris: Passés Composés.
- Doxey, M. (2023). *International sanctions in contemporary geopolitics* (B. Aline, Trans.). London: Palgrave Macmillan.
- Galeotti, M. (2017). *Hybrid war or Гибридная война?* (A. Durelli, Trans.). *RUSI Journal*.
- Galeotti, M. (2022). *Poutine, la stratégie du désordre* (S. Roques, Trans.). Paris: Tallandier.
- Galeotti, M. (2023). *Les guerres secrètes de Poutine : le rôle des sociétés militaires privées*. Paris: Éditions du Rocher.
- Götz, E. (2018). *La guerre de la mémoire. Russie et Ukraine : entre guerre et histoire*. Paris: Seuil.
- Harris, M. (2023). *Russia and the energy crisis: The impact of the Ukraine war*. New York: Oxford University Press.
- Harrison, M. (2015). *The Soviet and post-Soviet states* (C. Lemoine, Trans.). Paris: Gallimard.

- Hickson, D. (2023). *Energy and geopolitics: Russia and Europe in the 21st century*. London: Routledge.
- Kappeler, A. (2022). *Une histoire de l'Ukraine*. Paris: Fayard.
- Kiel Institute. (n.d.). *Touteurope*. <https://www.touteurope.eu> (Consulted April 12, 2025)
- Kissinger, H. (2014). *World order* (O. Bournac, Trans.). Paris: Odile Jacob.
- Kovalenko, O. (2023). *Humanitarian crisis in Ukraine: A case study of the Russo-Ukrainian war*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Kovalev, S. (2023). *Les entreprises multinationales face à la guerre : dilemmes économiques et éthiques*. Moscow: Moscow State University Press.
- Krasno, J.-P. (2023). *L'ONU dans le monde multipolaire*. Paris: L'Harmattan.
- Krastev, I., & Holmes, S. (2022). *Le retour des frontières : guerre, démocratie, et autoritarisme*. Paris: Premier Parallèle.
- Kuzio, T. (2022). *Russian nationalism and the Russian-Ukrainian war* (J.-Y. Blain, Trans.). Stuttgart: ibidem Press.
- Lanoszka, A. (2016). Russian hybrid warfare and extended deterrence. *International Affairs*, 92(1). <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12460>
- Lequesne, C. (2022). *La puissance par la diplomatie : L'Europe dans le monde*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Liu, Z. (2023). *Global energy dynamics and the impact of the Russo-Ukrainian conflict*. Beijing: Beijing University Press.

About Author



AGANZE ASSUMANI Guerschom est chercheur attaché à l'Université Officielle de Bukavu et Doctorant à L'Université de Lubumbashi.

Il s'intéresse aux études de sécurité internationale, géopolitique, paix et de développement en milieu rural. Il est également expert en administration et gestion, suivi et évaluation de projets et de l'intervention humanitaire.

Secrétaire de la revue Centre d'études et de recherches NGAZI AFRIKA, Secrétaire Académique du Domaine de Sciences Psychologiques et de l'équation de l'Université Officielle de Bukavu, ancien Secrétaire Académique de la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives, ancien secrétaire de Département de Relations Internationales dans la même Université.